

Couvrez ces classes qu'on ne saurait voir

samedi 9 février 2019, par Jean-Marie Harribey

La France de l'hiver 2018-2019 vit un moment social inédit. Les Gilets jaunes ont gagné rues, routes et ronds-points pour faire entendre une voix (des voix) qui, durant plusieurs décennies, avai(en)t été étouffée(s) sous les injonctions de mondialisation heureuse, de compétitivité, et sous le mépris d'élites économiques se gavant d'argent et de pouvoir. Le couvercle de la marmite a sauté et les Gilets jaunes ont pris au dépourvu un gouvernement imbu de lui-même, une presse fascinée par l'idéologie néolibérale et des experts économiques au discours perpétuellement univoque, appelant à surtout ne pas augmenter le Smic pendant que les hauts revenus s'envolent.

Mais, au-delà du brusque déchirement des voiles recouvrant une réalité sociale dégradée pour une masse croissante d'individus, c'est toute une représentation conceptuelle de cette réalité, installée progressivement pendant plus d'un siècle, qui se trouve mise à nu.

profit de la mise en évidence d'une classe « moyenne » considérée isolément, en soi, sans rapport social, ce qui est un non-sens. Et l'emploi en alternance de classe moyenne au singulier ou de classes moyennes au pluriel témoigne de l'ambiguïté de la notion, sinon de sa vacuité.

La société moyennisée... ?

Au début du XX^e siècle, le sociologue Max Weber [1] diagnostiquait l'émergence d'une classe moyenne sous l'influence de la bureaucratisation et de la rationalisation des sociétés, ainsi que de la tertiarisation de l'économie qui s'annonçait. Dans son esprit, cela ne visait pas à abandonner le concept de classes sociales, car il définissait la situation de classe en fonction des capacités d'accéder à des biens ou des revenus sur le marché des biens et sur le marché du travail : le clivage le plus important restait celui qui oppose les propriétaires des moyens de production, qui ont la possibilité d'acheter de la force de travail, aux non-propriétaires. Mais il distinguait aussi des groupes de statut qui dépendaient du prestige social ou du rapport au pouvoir. Même si chaque ordre, économique, social ou politique, fonctionne selon une logique propre, les trois types d'échelle ne sont pas cependant sans rapports, selon Weber, car la fortune économique permet d'acquérir du prestige et du pouvoir, et le pouvoir permet de s'enrichir et de gagner du prestige.

L'utilisation qui a été faite de la notion de classe(s) moyenne(s) à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui n'a pas grand-chose à voir avec l'analyse de Weber. Le développement économique a permis une amélioration générale du niveau de vie, mais ce phénomène a été confondu avec la disparition des classes sociales, et notamment avec la disparition du rapport de subordination liant le travailleur salarié à son employeur. En occultant cette subordination, le concept de classes sociales, définies par le rapport qu'elles entretiennent entre elles dans l'organisation socio-économique, devient inutile : le rapport opposant le prolétariat salarié au capital disparaît au

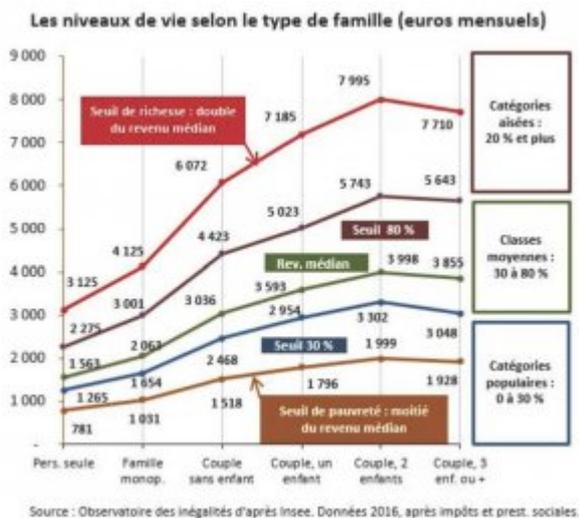
... Ou la société prolétarisée ?

La crise du capitalisme et, pour la surmonter, la financiarisation de l'économie et les politiques d'austérité salariale ont ravagé le paysage social, condamné au chômage des millions de personnes en France et des dizaines de millions en Europe, et elles ont aggravé la pauvreté et les inégalités. Comment la sociologie la plus répandue interprète-t-elle cela ? En disant que la (les) classe(s) moyenne(s) est (sont) déchu(e)s, après avoir pendant tout le XX^e siècle affirmé sa (leur) montée irréversible. Or, la profondeur de la crise a fragilisé cette analyse, mise complètement à terre par l'irruption du mouvement des Gilets jaunes. Et un grand confusionnisme règne aujourd'hui sur les classes sociales.

L'opinion dominante est que « depuis les années 1950, les pays développés (...) ont constitué une 'civilisation de classes moyennes' dont nous voyons aujourd'hui le délitement » [2]. Le géographe Christophe Guilly, rejoignant nombre de commentaires actuels, écrit pour sa part : « Les catégories populaires forment le socle de la classe moyenne ». Mais, plus loin : « La classe moyenne est en train de disparaître, à cause de la mondialisation et de la métropolisation, qui excluent les catégories populaires ». Ou encore : « Les 'gilets jaunes', les 'bonnets rouges', les mouvements populistes, Le Pen, Trump, le Brexit, c'est une sociologie. C'est l'ancienne classe moyenne majoritaire. (...) En l'occurrence des catégories populaires – des ouvriers, des employés, des indépendants, etc., qui ne sont plus intégrées économiquement, politiquement et culturellement. Comme l'était hier la classe moyenne. » [3]

Cette vision pose plusieurs problèmes. D'abord, il y a une

assimilation de la classe moyenne aux catégories populaires ou inversement. De deux choses l'une : ou bien il y a quelque chose « en dessous » de la classe « moyenne-populaire », et qu'est-ce qu'il peut y avoir sociologiquement de plus mal loti que les classes populaires ? Ou bien il n'y a rien en dessous et c'est la notion de « moyenne » qui est vidée de sens.



On voit l'usage politique qui est fait de ce confusionnisme. En prenant comme critère le revenu au lieu de la place dans les rapports de production, avec le Smic, on fait partie de la classe moyenne, il n'est donc pas besoin de l'augmenter ! Le tour de passe-passe est complet. Dans sa note de mars 2018, l'Observatoire des inégalités fait démarrer les classes moyennes à 1265 euros par mois de niveau de vie pour une personne seule. [4] À peine au-dessus du seuil de pauvreté, défini à 60 % du revenu médian (1026 € par mois pour une personne seule par rapport au revenu médian de 1710 €). [5]

Ensuite, l'INSEE dénombre, en France, des ouvriers et des employés qui représentent la moitié de la population active. Si on y ajoute une bonne part des catégories socio-professionnelles dites intermédiaires, dont les niveaux de qualification et de salaire sont faibles ou modestes, près des deux tiers de la population active forment les classes populaires au sens propre, c'est-à-dire, puisqu'elles sont contraintes de vendre leur force de travail à un faible niveau, prolétaires au sens premier du terme. Notons par exemple, que, parmi les 5,4 millions de fonctionnaires, il y en a 20 % qui sont de catégorie B et 45 % de catégorie C. D'ailleurs, Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, conteste l'idée de la disparition des classes populaires et affirme que « la France est loin d'avoir été 'moyennisée' » [6].

Répartition de la population active par catégories socio-professionnelles

	1962	1975	1982	1985	1995	2005	2015
Agriculteurs exploitants	15,9	7,8	6,4	7,0	3,5	2,4	1,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,9	8,1	7,9	8,0	7,5	6,1	6,0

Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,7	7,2	8,2	8,5	12,5	15,6	16,0
Professions intermédiaires	11,0	16,0	17,0	21,1	22,4	23,1	24,7
Employés	18,4	23,5	26,9	25,4	27,8	29,3	28,5
Ouvriers	39,1	37,4	33,6	28,4	24,9	23,5	21,9
Autres	/	/	/	1,7	1,3	0,1	1,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : INSEE, Recensements de la population de 1962 à 1982, Enquête emploi de 1985 à 2005 et « [Structure de la population active \(15-64 ans\) par CSP en 2015](#) », 2017.

Fondamentalement, le concept de classe(s) moyenne(s) joue aujourd'hui un rôle particulier en sociologie. Il est de faire disparaître le prolétariat salarié, un concept trop dangereux pour l'idéologie dominante. Du même coup, disparaît aussi son vis-à-vis, la bourgeoisie qui maîtrise l'ensemble des moyens de produire les conditions matérielles et culturelles de vie. Il n'y a pratiquement plus que des « moyens » si l'on excepte les 1 % les plus riches. La subtilité (le subterfuge) consiste à distinguer la(les) classe(s) moyenne(s) inférieure(s) et la(les) classes moyenne(s) supérieure(s), dont logiquement il devrait résulter entre ces deux catégories au moins une classe moyenne... moyenne ! Tout cela entretient l'illusion d'une « petite bourgeoisie » [7] qui croit pouvoir accéder aux positions dominantes en essayant de singer celles-ci.

Ce qui a été pris pour une disparition du prolétariat salarié et des fractions les plus exploitées et dominées de celui-ci est en réalité un éclatement de ce prolétariat salarié, qui résulte de la transformation profonde du travail, de ses conditions, de son organisation, de sa répartition dans les secteurs de l'économie et à travers les territoires (d'un point de vue national et mondial). Le plus souvent, la montée du phénomène d'ubérisation est interprétée comme allant vers une croissance du travail indépendant et donc une réduction du salariat. En réalité, il s'agit d'un renouvellement des formes d'exploitation et de domination reproduisant le statut de subordination du travailleur à son employeur, même sous le couvert de sous-traitance.

Éclatement du prolétariat salarié dont la division est renforcée par les multiples atteintes portées à l'encontre du droit du travail, des droits sociaux, des services publics, en bref à l'encontre de ce qui pouvait « faire société », malgré la reproduction des inégalités et les rapports de force souvent défavorables à la plupart des travailleurs.

Faut-il voir dans les évolutions du travail, de ses formes, de sa localisation, de sa répartition entre industrie et services, sous l'influence de la mondialisation et de la révolution technique, des raisons d'abandonner une sociologie des classes sociales en opposition ? À l'encontre de certaines thèses ayant eu du succès au cours des années récentes, nous pensons que le travail vivant n'a pas perdu sa centralité, ni comme unique producteur de valeur, ni comme l'un des éléments de reconnaissance sociale. [8]

La contradiction de la classification diluant les classes

populaires dans une ou des classes moyennes apparaît lorsque ses théoriciens diagnostiquent tout de même une « lutte de classes ». Comment une lutte de classes pourrait-elle exister alors qu'il n'y a plus qu'une moyenne ou des moyennes ? Lutte entre qui et qui, puisque le concept de classe est dialectique, c'est-à-dire qu'une classe ne se conçoit que par rapport à une autre ? On devine la réponse à cette objection : la (les) classe(s) moyenne(s) s'étiolent, disparaissent dans le(s) populaire(s). Autrement dit, premier temps : le(s) populaire(s) se fondent dans le(s) moyenne(s) ; second temps : le(s) moyenne(s) se fondent dans le(s) populaire(s). Tout cela n'a pas grand sens et témoigne d'une myopie historique, croyant discerner le mouvement de long terme dans les soubresauts contingents. Et, en se focalisant sur la(les) classe(s) moyenne(s), on a confondu l'augmentation générale du niveau de vie, de l'éducation, de la santé, due au développement économique et social général et progressif, avec la disparition des classes sociales.

Un contresens historique

Il est courant d'entendre ou de lire que la (les) classe(s) moyenne(s) a (ont) été le soubassement de la démocratie. Est-ce bien sérieux ? Tous les progrès de la démocratie depuis deux siècles ont été apportés par les luttes sociales, principalement les luttes ouvrières, dans des périodes historiques bouleversées par les révolutions, les guerres et les crises. Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui a(ont) peu à peu imposé la République ? Non, il a fallu tout le XIX^e siècle pour que celle-ci soit définitivement installée, un siècle émaillé par la Restauration, deux empires, plusieurs coups d'État, les révolutions de 1830, 1848, 1871. Un siècle dans lequel la(les) classe(s) moyenne(s) n'a(ont) joué aucun rôle puisqu'elle(s) n'exista(en)t pas, tandis que la bourgeoisie montante hésitait à s'affranchir clairement des anciens cadres politique et institutionnel, et s'appuyait sur les tenants de la propriété foncière et les masses paysannes pour réprimer dans le sang toutes les révoltes ouvrières, avant de consentir à la République.

Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont imposé la construction d'une protection sociale, un système de santé collectif et un système de retraites hors de la contrainte de rentabilité du capital ? Nullement. Ces systèmes sont nés de conquêtes sociales ou par crainte de révoltes plus fortes (par exemple, création par Bismarck d'un premier régime de retraites en Allemagne).

Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont imposé la reconnaissance du droit de grève en 1864, de l'existence de syndicats en 1884 et du fait syndical dans l'entreprise en 1968 ? Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont pensé l'instauration de l'impôt « en fonction des capacités de chacun » en 1789, et plus tard de l'impôt progressif sur le revenu ? Poser ces questions, c'est y répondre par la négative.

Est-ce(sont-ce) la(les) classe(s) moyenne(s) qui ont fait barrage en France aux émeutes fascistes de février 1934 qui voulaient

prendre d'assaut l'Assemblée nationale ? Pas du tout, ce sont essentiellement les forces syndicales (CGT et CGTU à l'époque). Inversement, dans les pays où le fascisme a triomphé en Europe dans l'entre-deux-guerres (Allemagne, Italie, Espagne), c'est grâce au ralliement des couches sociales intermédiaires, voire populaires, qui étaient minées par la crise, ou dont la propriété leur paraissait menacée.

Enfin, une étude actuelle portant sur les États-Unis et les pays européens fait apparaître que ce seraient les individus ayant des opinions politiques « centristes » qui seraient les plus hostiles à la démocratie et non pas les « extrémistes ». [9] Deux réserves toutefois par rapport à cette étude : d'abord, on ne sait pas s'il s'agit d'un fait conjoncturel ou durable ; ensuite, les catégorisations politiques ne sont sans doute pas identiques des deux côtés de l'Atlantique.

Il apparaît donc, tant sur le plan théorique qu'historique, que le concept de classe(s) moyenne(s) est vraiment mal assuré, pour comprendre le passé et aussi le présent. Aujourd'hui, il ne permet pas de rendre compte de la transformation radicale subie par les sociétés car impulsée par la dynamique du capitalisme néolibéral. Les Gilets jaunes traduisent sans doute l'aspect contradictoire de cette radicalité : une compréhension diffuse mais de plus en plus précise de l'impossibilité de vivre dans un monde où le moindre espace de visibilité sociale est obstrué, et, en même temps, un aveuglement total sur la cause profonde du déracinement social puisque le phare est mis sur l'État et son gouvernement, laissant dans l'ombre le patronat, les actionnaires et tous les détenteurs du pouvoir économique et financier.

Le renvoi de la résolution de tous les problèmes sociaux à l'échelle individuelle (chacun décide d'occuper un emploi ou pas en traversant la rue ou en restant sur le bord, d'optimiser son parcours de formation en calculant ses coûts et bénéfices, de partir en retraite quand il le souhaite, etc.) a produit une révolte, mais une révolte en partie dévertébrée, non pas parce que les classes sociales ont disparu, mais parce que la classe dominée a subi, et subit, depuis plus de quatre décennies, une défaite cuisante. Défaite dont la difficulté des syndicats, en France mais aussi ailleurs, à ériger un contrefort face aux attaques antisociales, est un signe, moins d'une disparition des classes, d'une disparition de la classe prolétaire salariale, que d'un émiettement de celle-ci parce que les lieux et les moments de la constitution de son existence socio-culturelle (sa conscience disait-on autrefois) ont été progressivement dissous. Les centres commerciaux en périphérie des villes, avec leur étalage de boutiques alléchantes, ne sont pas des lieux « sociaux », ce ne sont que des lieux où l'on remplit des chariots de marchandises, de fétiches dirait Marx.

La prétendue disparition des classes en sociologie a son corollaire en politique : le clivage gauche/droite aurait disparu. Là encore, il s'agit d'une confusion entre, d'un côté, un clivage mettant aux prises une politique favorable aux classes populaires et une politique favorable aux classes bourgeoises, et, de l'autre, un clivage partisan, au vu du ralliement des partis

aits de gauche aux dogmes libéraux des partis ouvertement de droite. La prétendue disparition des classes a aussi son corollaire en économie néoclassique : le travail ne serait pas l'unique producteur de valeur économique et le mythe de la fécondité du capital se répand. [10]

La sociologie est un sport de combat, disait Bourdieu. La sociologie de la(les) classe(s) moyenne(s) fait disparaître les

combattants. Sauf qu'il y en a qui gagnent le combat...Comme le rapport capital/travail est désormais passé sous silence, il n'y a plus que du capital auquel tout se réduit : du matériel au social, au symbolique et à la nature. C'est ici que la sociologie et l'économie bien-pensantes se rejoignent pour faire disparaître de la vue les classes sociales et le travail. Une anthologie d'épistémologie hypocrite qui rappelle le Tartuffe de Molière : « Couvrez ce sein que je ne saurais voir ».

Notes

[1] Max Weber, *La domination* (Ensemble de textes reprenant l'œuvre inachevée *Économie et société, Fondements de la sociologie compréhensive*, édition préparée par Yves Sintomer), Paris, La Découverte, 2014.

[2] Louis Chauvel, « [Le malaise des classes moyennes représente une menace pour la démocratie](#) », *Le Monde*, 13 décembre 2016. Voir aussi « [Les espoirs envolés des classes moyennes](#) », *Le Monde*, 9 et 10 décembre 2018.

[3] Christophe Guilly, « Les gilets jaunes témoignent d'un conflit de classes », *La Vie*, 22 novembre 2018. Voir aussi *La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014 ; *No society, La fin de la classe moyenne occidentale*, Paris, Flammarion, 2018.

[4] Observatoire des inégalités, « [Riches, pauvres et classes moyennes : comment se situer ?](#) », 2 mars 2018.

[5] Pour une critique du seuil de pauvreté défini à 50 % du revenu médian, tel que le prône l'Observatoire des inégalités, « [Rapport sur la pauvreté en France](#) », octobre 2018, voir Didier Gelot, « [Changer la mesure de la pauvreté : une fausse bonne idée](#) », 23 octobre 2018.

[6] Louis Maurin, « Classes sociales : la vraie-fausse fin des ouvriers », 31 mai 2018, <https://www.alternatives-economiques.fr/classes-sociales-vraie-fausse-fin-ouvriers/00084676>

[7] Voir Alain Accardo, *Le petit bourgeois gentilhomme, Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*, Marseille, Agone, 2009.

[8] Jean-Marie Harribey, « [La centralité du travail vivant](#) », *Les Possibles*, n° 14, Été 2017. Voir aussi Thomas Coutrot, *Libérer le travail, Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Paris, Seuil, 2018 ; Alexis Cukier, *Le travail démocratique*, Paris, PUF, Actuel Marx confrontation, 2018. Voir aussi Dominique Méda et Patricia Vendramin, *Réinventer le travail*, Paris, PUF, 2013.

[9] David Adler, « [Centrists are the most hostile to democracy, not extremists](#) », *The New York Times*, 23 mai 2018.

[10] Voir Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.